

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 2166

[C — 2007/11266]

30 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises et abrogeant l'arrêté royal du 13 octobre 1987 relatif au stage des candidats réviseurs d'entreprises

RAPPORT AU ROI

Sire,

La transposition en droit belge de la Directive européenne 2006/43/CE, approuvée le 17 mai 2006 par le Parlement européen et le Conseil, concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés, modifiant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil et abrogeant la Directive 84/253/CEE du Conseil, publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne du 9 juin 2006 (ci-après « la Directive ») a conduit à Vous proposer de modifier les règles relatives au stage des candidats réviseurs d'entreprises et à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises organisées par l'arrêté royal du 13 octobre 1987.

Etant donné le nombre d'amendements proposés, un nouvel arrêté royal a été préféré à la modification du texte existant.

Conformément à la Directive, l'examen d'admission portera à l'avenir sur 19 matières.

Le texte prévoit la constitution d'une Commission d'examens. La Commission d'examens a pour mission de préparer les questions de l'examen d'admission, de corriger les examens d'admission et de délibérer ces examens.

Les dispositions relatives à la réduction du stage pouvant être accordée à différentes catégories de personnes bénéficiant d'une expérience professionnelle ont été adaptées en conformité avec la Directive.

Les règles relatives au stage dans un Etat membre ou dans un pays tiers ont été revues dans le cadre de la transposition de la Directive.

Enfin, la composition du jury d'examen d'aptitude a été revue afin de renforcer la présence de personnes externes à la profession.

De nouvelles compétences sont confiées à la Commission du stage. Certaines sont entièrement nouvelles, d'autres confèrent un caractère réglementaire à une situation existante.

Certaines compétences typiquement liées au déroulement du stage ont été transférées du Conseil à la Commission du stage. Il s'agit de :

- l'admission au stage (art. 8, 1°);
- la fixation d'une rémunération minimale pour le stagiaire (art. 19, § 1);
- la fixation de la date de début de stage (art. 20);
- la réduction de la durée du stage (art. 23).

Commentaires article par article

CHAPITRE I^{er}. — DéfinitionsArticle 1^{er}

Cet article reprend les définitions utilisées dans l'arrêté royal.

CHAPITRE II. — Du stage en général

Article 2

Cet article précise l'objectif du stage à savoir, préparer les candidats à la profession de réviseur d'entreprises.

La qualité du maître de stage, réviseur d'entreprises personne physique ou cabinet de révision, s'apprécie à la date d'entrée en stage. Auparavant, aucune précision n'était prévue. La qualité du maître de stage s'apprécie par référence à des conditions d'agrément fixées par la Commission du stage

Article 3

Le stage dure au minimum trois ans.

Conformément à l'article 10 de la Directive, le stage qui peut être accompli dans un autre Etat membre est porté à deux tiers de la durée du stage. Le stage effectué en Belgique est au minimum d'un tiers de la durée du stage (au lieu de deux tiers actuellement).

La Directive permet que les deux tiers au moins de la formation pratique se déroulent auprès d'un contrôleur légal des comptes ou d'un cabinet agréé dans un Etat membre. L'arrêté ne retient pas la solution permettant au stagiaire d'effectuer un tiers du stage auprès d'une

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 2166

[C — 2007/11266]

30 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor en tot opheffing van het koninklijk besluit van 13 oktober 1987 betreffende de stage van de kandidaat-bedrijfsrevisoren

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De omzetting in het Belgisch recht van de Europese Richtlijn 2006/43/EG, goedgekeurd door het Europees Parlement en de Raad op 17 mei 2006, betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van de Richtlijn 84/253/EEG van de Raad die werd bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie van 9 juni 2006 (hierna « de Richtlijn ») heeft ertoe geleid U voor te stellen om de voorschriften betreffende de stage van de kandidaat-bedrijfsrevisoren en van de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor georganiseerd door het koninklijk besluit van 13 oktober 1987 te wijzigen.

Gezien het aantal voorgestelde wijzigingen werd een nieuw koninklijk besluit verkozen boven een aanpassing van de bestaande tekst.

In overeenstemming met de Richtlijn, zal het toelatingsexamen in de toekomst betrekking hebben op 19 vakken.

De tekst voorziet in de oprichting van een Examencommissie. De Examencommissie heeft als taak de vragen voor het toelatingsexamen voor te bereiden, de toelatingsexamens te verbeteren en deze examens te delibereren.

De bepalingen betreffende de vermindering van de stage die aan verschillende categorieën van mensen met professionele ervaring verleend kan worden, werden aangepast conform de Richtlijn.

De regels betreffende de stage in een Lidstaat of in een derde land werden herzien in het kader van de omzetting van de Richtlijn.

Ten slotte werd de samenstelling van de jury van het bekwaamheids examen herzien teneinde de aanwezigheid van personen extern aan het beroep te verstevigen.

Er worden nieuwe bevoegdheden aan de Stagecommissie toevertrouwd. Sommige zijn helemaal nieuw, andere kennen een reglementair karakter toe aan een bestaande situatie.

Bepaalde bevoegdheden specifiek verbonden aan het verloop van de stage werden overgedragen van de Raad naar de Stagecommissie. Het betreft :

- de toelating tot de stage (art. 8, 1°);
- het vastleggen van een minimumbezoldiging voor de stagiair (art. 19, § 1);
- het vastleggen van de aanvangsdatum van de stage (art. 20);
- de vermindering van de stageduur (art. 23).

Toelichting artikel per artikel

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1

Dit artikel herneemt de definities gebruikt in het koninklijk besluit.

HOOFDSTUK II. — De stage in het algemeen

Artikel 2

Dit artikel bepaalt het doel van de stage, met name de voorbereiding van de kandidaten op het beroep van bedrijfsrevisor.

De hoedanigheid van de stagemeeester, bedrijfsrevisor natuurlijke persoon of bedrijfsrevisorenkantoor, wordt beoordeeld op de aanvangsdatum van de stage. Voordien werd er geen precisering voorzien. De hoedanigheid van de stagemeeester wordt beoordeeld met verwijzing naar de goedkeuringsvoorwaarden vastgelegd door de Stagecommissie.

Artikel 3

De stage duurt minstens drie jaar.

In overeenstemming met artikel 10 van de Richtlijn wordt de stage die in een andere Lidstaat kan volbracht worden, gebracht op twee derde van de stageduur. De in België uitgevoerde stage is minstens één derde van de stageduur (in plaats van de huidige twee derden).

De Richtlijn laat toe dat minstens twee derde van de praktische opleiding bij een wettelijke auditor van de jaarrekeningen of bij een erkend kantoor in een Lidstaat verloopt. Het besluit weerhoudt niet de oplossing om de stagiair de mogelijkheid te bieden om één derde van

personne n'ayant pas la qualité de contrôleur légal des comptes. L'ensemble du stage doit être effectué auprès d'un contrôleur légal des comptes.

CHAPITRE III. — *De la Commission du stage*

Article 4

Le nombre de membres de la Commission du stage est porté à dix. Le Conseil désigne quatre de ses membres afin de siéger au sein de la Commission du stage. Les six autres membres, non-membres du Conseil, doivent avoir ou avoir eu la qualité de réviseur d'entreprises.

Les personnes ayant eu la qualité de réviseur d'entreprises seront au nombre de trois au plus.

La durée du mandat au sein de la Commission du stage est précisée; il s'agit d'un mandat de trois ans renouvelable.

Le président de la Commission du stage est l'un des quatre membres désignés par le Conseil. Ceci confère de la souplesse à l'organisation des travaux de la Commission du stage par rapport à l'ancienne situation qui imposait la présidence de la Commission du stage au Président ou au Vice-Président de l'Institut.

Une règle est prévue en cas d'absence du président de la Commission du stage. Le membre du Conseil présent, ayant le plus d'ancienneté au registre public préside la réunion.

Article 5

Cet article précise les règles de fonctionnement de la Commission du stage.

Article 6

Le quorum de présence est fixé à cinq membres. Le quorum de vote est fixé selon la règle de la majorité.

Une précision est apportée aux règles de délibération de la Commission du stage dans la mesure où le nombre de membres de la Commission du stage est un nombre pair.

En cas de parité de voix, la voix du président de la Commission du stage est prépondérante.

Article 7

Un procès-verbal des travaux de la Commission du stage est dressé.

Le procès-verbal est signé par deux membres au moins et non plus nécessairement par le président de la Commission du stage et deux membres, comme c'était le cas antérieurement.

Article 8

Les compétences de la Commission du stage sont étendues. Ceci permet à la Commission du stage de fonctionner plus efficacement et de décharger le Conseil d'une série de décisions relatives à des matières gérées par la Commission du stage.

La Commission du stage est responsable de la tenue à jour de la liste des stagiaires et appréciera si cette liste doit ou non avoir un caractère public.

La compétence de décision de la Commission du stage est étendue aux cas de changement de maître de stage et de reprise du stage. Ceci n'était pas précisé comme tel dans l'ancien texte.

La Commission du stage est compétente pour proposer au Conseil l'admission de candidats à la prestation de serment dans la mesure où le candidat a réussi l'examen d'aptitude, a satisfait aux obligations du stage et ne fait pas l'objet d'une procédure disciplinaire.

La Commission du stage est compétente pour transmettre au Conseil de l'Institut toute information relative à un maître de stage ou à un stagiaire qu'elle juge utile et que la Commission du stage recueille dans le cadre de ses travaux.

La Commission du stage a compétence pour décider de la radiation administrative de stagiaires dont la suspension est échue depuis cinq ans. Cette compétence était auparavant confiée au Conseil de l'Institut.

La discipline relative aux stagiaires est organisée par l'article 76 de la loi.

Les dispenses sollicitées par un candidat sont, conformément à l'article 14, § 3, accordées par la Commission du stage.

Article 9

Cet article détermine les moyens dont la Commission de stage dispose afin de remplir ses fonctions.

de stage bij een persoon uit te voeren die niet de hoedanigheid van wettelijke auditor van de jaarrekeningen heeft. Het geheel van de stage moet uitgevoerd worden bij een wettelijke auditor van de jaarrekeningen.

HOOFDSTUK III. — *De Stagecommissie*

Artikel 4

Het aantal leden van de Stagecommissie wordt op tien gebracht. De Raad benoemt vier van haar leden om in de Stagecommissie te zetelen. De zes andere leden, niet-leden van de Raad, moeten de hoedanigheid hebben of gehad hebben van bedrijfsrevisor.

Het maximum aantal personen die de hoedanigheid van bedrijfsrevisor gehad hebben is drie.

De duur van het mandaat in de Stagecommissie wordt verduidelijkt; het betreft een mandaat van drie jaar en is hernieuwbaar.

De voorzitter van de Stagecommissie is één van de vier leden benoemd door de Raad. Dit verleent soepelheid aan de organisatie van de werkzaamheden van de Stagecommissie in vergelijking met de vroegere situatie waar het voorzitterschap van de Stagecommissie opgelegd werd aan de Voorzitter of de Ondervoorzitter van het Instituut.

Er wordt een regel voorzien in geval van afwezigheid van de voorzitter van de Stagecommissie. Het aanwezige raadslid met de meeste anciënniteit op het openbaar register zit de vergadering voor.

Artikel 5

Dit artikel bepaalt de functioneringsregels van de Stagecommissie.

Artikel 6

Het aanwezigheidsquorum wordt vastgelegd op vijf leden. Het stemmingsquorum wordt vastgelegd volgens de meerderheidsregel.

Voor zover het aantal leden van de Stagecommissie een even aantal is, wordt een precisering aan de deliberatieregels van de Stagecommissie aangebracht.

Bij gelijkheid van stemmen is de stem van de voorzitter van de Stagecommissie doorslaggevend.

Artikel 7

Er worden notulen van de werkzaamheden van de Stagecommissie opgesteld.

De notulen worden door ten minste twee leden getekend en niet meer noodzakelijk door de voorzitter van de Stagecommissie en twee leden, zoals dit vroeger het geval was.

Artikel 8

De bevoegdheden van de Stagecommissie worden uitgebreid. Dit laat de Stagecommissie toe om efficiënter te functioneren en om de Raad te ontlasten van een reeks van beslissingen aangaande materies die door de Stagecommissie beheerd worden.

De Stagecommissie is verantwoordelijk voor het bijhouden van de lijst van de stagiairs en zal beoordelen of deze lijst al dan niet een openbaar karakter moet hebben.

De beslissingsbevoegdheid van de Stagecommissie wordt uitgebreid in het geval van verandering van stagemeeester en van herneming van de stage. Dit werd niet als dusdanig vermeld in de vroegere tekst.

De Stagecommissie is bevoegd om de toelating tot de eed van de kandidaten aan de Raad voor te stellen in de mate dat de kandidaat geslaagd is voor het bekwaamheidsexamen, voldaan heeft aan de eisen van de stage en geen voorwerp uitmaakt van een tuchtprocedure.

De Stagecommissie is bevoegd om alle inlichtingen die zij nuttig acht met betrekking tot een stagiair of een stagemeeester die zij in het kader van haar werkzaamheden heeft ingewonnen mee te delen aan de Raad van het Instituut.

De Stagecommissie is bevoegd om te beslissen over de administratieve schrapping van de stagiairs die hun stage hebben opgeschort voor een periode van meer dan vijf jaar. Deze bevoegdheid werd in het verleden aan de Raad van het Instituut toevertrouwd.

De tuchtspraak met betrekking tot de stagiairs wordt door artikel 76 van de wet georganiseerd.

De door een kandidaat gevraagde vrijstellingen worden, overeenkomstig artikel 14, § 3, toegekend door de Stagecommissie.

Artikel 9

Dit artikel bepaalt de middelen waarover de Stagecommissie beschikt teneinde zijn opdrachten te vervullen.

A la suite de l'observation du Conseil d'Etat, la disposition selon laquelle la possibilité est offerte à la Commission du stage d'infliger des amendes administratives à l'encontre de stagiaires ou de maîtres de stage selon les principes fixés par le Conseil de l'Institut a été supprimée.

Article 10

Cet article prévoit des dispositions en matière de transparence et de communication des activités de la Commission du stage.

CHAPITRE IV. — *De la Commission d'examens*

Article 11

Cet article institue une Commission d'examens.

Une Commission d'examens est créée afin d'externaliser les compétences académiques liées à l'examen d'admission. Ceci vise à s'aligner sur les principes en vigueur à l'Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux. La Commission d'examens est composée de personnes enseignant les matières prévues à l'examen d'admission. Ces personnes sont désignées par la Commission du stage. La Commission d'examens, composée de dix membres au minimum, fixe son règlement d'ordre intérieur. La moitié au moins de ses membres n'a pas la qualité de réviseur d'entreprises.

Les compétences de la Commission d'examens sont la préparation des questions de l'examen d'admission, la correction de l'examen d'admission ainsi que la délibération de l'examen d'admission. Les résultats de la délibération de la Commission d'examens sont transmis à la Commission du stage dans les deux mois de la date de l'examen.

La Commission du stage continuera à assurer l'organisation administrative et logistique de l'examen d'admission (cf. article 8, 7°).

CHAPITRE V. — *De l'accès au stage*

Article 12

L'admission au stage des candidats réviseurs d'entreprises est réservée aux titulaires d'un diplôme de niveau master tel que défini par les décrets relatifs à l'enseignement en Communauté française et en Communauté flamande. Cette disposition est conforme aux nouvelles dispositions en matière de titres académiques.

Il a été tenu compte des évolutions au niveau européen dans le cadre des Accords de Bologne et de la transposition de ceux-ci dans le cadre juridique belge. La référence aux diplômes de niveau universitaire, à savoir le niveau « master », renvoie aux conditions posées par le Décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement et finançant les universités et par le Décret de la Communauté flamande du 4 avril 2003 relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre.

Tant les diplômes belges qu'étrangers sont visés à l'article 12.

Article 13

Cet article concerne l'organisation de l'examen d'admission qui a lieu une fois par an.

Le montant de la contribution à l'examen d'admission est fixé annuellement par la Commission du stage.

En réponse à l'observation du Conseil d'Etat, le paragraphe 3 a été supprimé.

Conformément à l'article 8 de la Directive, les matières de l'examen d'admission sont au nombre de 19; cet article les énumère.

En réponse à l'observation du Conseil d'Etat, les matières visées à l'article 8.2 de la directive sont reprises dans un alinéa distinct. L'examen couvre les matières dans la mesure où elles se rapportent au contrôle légal des comptes.

Article 14

L'octroi de dispenses à l'examen d'admission est étendu aux titulaires d'un diplôme ou d'un certificat de réussite complémentaire à un diplôme de niveau master. Cette disposition vise à offrir la possibilité aux candidats titulaires de diplômes spécialisés et complémentaires de bénéficier de dispenses à l'examen d'admission. L'octroi de dispenses à l'examen d'admission est déterminé par la Commission du stage, après avis du Conseil supérieur des Professions économiques, selon le critère du nombre de points d'études ECTS consacré à l'étude d'une matière.

Naar aanleiding van de bemerking van de Raad van State, werd de mogelijkheid die geboden werd aan de Stagecommissie om te beslissen een administratieve boete op te leggen aan de stagiair of de stagemees-ter volgens de door de Raad van het Instituut vastgelegde principes geschrapt.

Artikel 10

Dit artikel voorziet in de bepaling inzake transparantie en communicatie van de activiteiten van de Stagecommissie.

HOOFDSTUK IV. — *De Examencommissie*

Artikel 11

Dit artikel voorziet in een Examencommissie.

Teneinde de academische bevoegdheden inzake het toelatingsexamen aan derden uit te besteden wordt er een Examencommissie opgericht. Deze heeft tot doel zich aan te passen aan de principes van toepassing bij het Instituut der Accountants en Belastingconsulenten. De Examencommissie is samengesteld uit personen die de voor het toelatingsexamen voorziene vakken doceren. Deze personen worden door de Stagecommissie benoemd. De Examencommissie is samengesteld uit minstens tien leden en bepaalt haar huishoudelijk reglement. Tenminste de helft van haar leden heeft niet de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

De Examencommissie is belast met de voorbereiding van de examenvragen voor het toelatingsexamen, de verbetering van het toelatingsexamen evenals de deliberatie van het toelatingsexamen. De resultaten van de deliberaties van de Examencommissie worden uiterlijk twee maanden na de datum van het examen aan de Stagecommissie overgemaakt.

De Stagecommissie zal de administratieve en logistieke organisatie van het toelatingsexamen blijven waarborgen (cf. artikel 8, 7°).

HOOFDSTUK V. — *Toelating tot de stage*

Artikel 12

De toelating tot de stage van de kandidaat-bedrijfsrevisoren is voorbehouden aan houders van een master diploma zoals bepaald in de decreten betreffende het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap. Deze bepaling is conform met de nieuwe bepalingen op het gebied van academische titels.

Er werd rekening gehouden met de evoluties op Europees niveau in het kader van de Bologna-akkoorden en met de omzetting van deze in de Belgische juridische omgeving. De verwijzing naar diploma's van universitair niveau, namelijk het master niveau, verwijst naar de voorwaarden gesteld door het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten en door het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 4 april 2003 betreffende de herstructurering van het hoger onderwijs in Vlaanderen.

Zowel de Belgische als de buitenlandse diploma's worden in artikel 12 opgenomen.

Artikel 13

Dit artikel betreft de organisatie van het toelatingsexamen dat één maal per jaar plaatsvindt.

Het bedrag van de bijdrage aan het toelatingsexamen wordt jaarlijks door de Stagecommissie vastgelegd.

In antwoord op de bemerking van de Raad van State, werd § 3 geschrapt.

In overeenstemming met artikel 8 van de Richtlijn is het aantal vakken van het toelatingsexamen 19; dit artikel somt ze op.

In antwoord op de bemerking van de Raad van State, worden de vakken bedoeld in artikel 8.2 van de richtlijn opgenomen in een afzonderlijk lid. De toetsing heeft betrekking op deze vakgebieden voor zover deze voor de wettelijke controle van jaarrekeningen van belang zijn.

Artikel 14

Het toekennen van vrijstellingen voor het toelatingsexamen wordt uitgebreid naar houders van een diploma of getuigschrift aanvullend op een master diploma. Deze bepaling heeft als doel de kandidaten die houder zijn van een gespecialiseerd en aanvullend diploma de mogelijkheid te bieden om vrijstellingen te bekomen voor het toelatingsexamen. Het toekennen van vrijstellingen voor het toelatingsexamen wordt door de Stagecommissie bepaald, na advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, volgens de vereiste van het aantal studiepunten ECTS besteed aan een vakgebied.

Pour les titulaires d'un diplôme exprimé uniquement en heures, l'appréciation de la dispense sera effectuée sur la base d'un critère exprimé en heures au lieu d'un critère exprimé en ECTS.

La matière doit être mentionnée sur le diplôme ou sur le certificat de réussite.

Les matières reprises dans un certificat de réussite complémentaire à un diplôme de base de niveau master peuvent également faire l'objet par la Commission du stage d'une dispense à l'examen d'admission.

Les dispenses sollicitées par un candidat sont accordées par la Commission du stage.

Article 15

Cet article fixe les conditions d'admission au stage.

CHAPITRE VI. — *De la Convention de stage*

Article 16

Cet article précise que la convention de stage doit être approuvée par la Commission du stage.

Le troisième exemplaire de la convention de stage est conservé par la Commission du stage dans la mesure où elle procède à l'approbation des conventions de stage.

Dans le cas où un cabinet de révision est partie à la convention de stage, celui-ci doit désigner une personne physique qui répond aux conditions fixées par l'article 2, § 2 du présent arrêté. Cette disposition vise à éviter que le recours à un cabinet de révision permette d'échapper aux exigences posées à la qualité de maître de stage personne physique.

Article 17

Les dispositions de l'article 17 relatives à la convention de stage ne sont pas exhaustives. Les parties peuvent en effet, pour autant que ceci ne contrevienne pas à d'autres dispositions légales et réglementaires, prévoir d'autres dispositions dans la convention de stage.

Article 18

Cet article précise les conditions dans lesquelles la convention de stage peut être conclue en ce qui concerne le statut social.

Il est précisé que le contrat de travail doit être conclu avec le maître de stage ou le cabinet de révision dans laquelle le maître de stage est actif. Ceci vise à éviter que le contrat de travail ne soit signé avec une partie tierce n'ayant pas la qualité de réviseur d'entreprises. La convention de stage doit être conforme aux dispositions prévues au sein du contrat de travail ou du contrat de prestations de services indépendants. Le contrat de travail ou le contrat de prestations de services indépendants est transmis à la Commission du stage de même que les avenants conclus au cours de l'accord.

Il n'y a pas lieu de prévoir des systèmes distincts pour les deux types de conventions sociales.

Article 19

Le maître de stage s'engage à verser à son stagiaire une rémunération au moins égale aux minima fixés par la Commission du stage.

Le maître de stage prend en charge les frais afférant à la formation du stagiaire, à savoir les séminaires de stage et les examens dans le cadre du déroulement normal du stage. Cette mesure vise à s'assurer que les stagiaires aient la possibilité matérielle de suivre les exercices utiles dans le cadre de leur formation.

CHAPITRE VII. — *Déroulement du stage*

Article 20

La fixation de la date de début du stage est confiée à la Commission du stage.

Article 21

Le stage doit comprendre au moins 1000 heures de missions révisorales sur base annuelle.

L'article 21 précise que les 1000 heures de stage doivent d'une part, être accomplies annuellement et d'autre part, concerner des missions révisorales dont la nature est fixée par la Commission du stage. Cette disposition vise à s'assurer que le stage accompli concerne les matières conduisant à la connaissance de la profession de réviseur d'entreprises.

Voor de houders van een diploma dat enkel in uren wordt uitgedrukt, wordt de beoordeling van de vrijstelling bepaald op basis van de criteria uitgedrukt in uren in plaats van de criteria uitgedrukt in ECTS.

Het vak moet op het diploma of op het getuigschrift vermeld zijn.

De vakken die op een getuigschrift aanvullend op een master diploma vermeld staan, kunnen door de Stagecommissie eveneens het voorwerp uitmaken van een vrijstelling voor het toelatingsexamen.

De door een kandidaat gevraagde vrijstellingen worden toegekend door de Stagecommissie.

Artikel 15

Dit artikel stelt de toelatingsvoorwaarden tot de stage vast.

HOOFDSTUK VI. — *De stageovereenkomst*

Artikel 16

Dit artikel bepaalt dat de stageovereenkomst door de Stagecommissie moet worden goedgekeurd.

Het derde exemplaar van de stageovereenkomst wordt door de Stagecommissie bewaard voor zover zij overgaat tot de goedkeuring van de stageovereenkomst.

In het geval dat een bedrijfsrevisorenkantoor één van de partijen is van de stageovereenkomst, dient deze een natuurlijke persoon aan te wijzen die beantwoordt aan de voorwaarden bepaald door artikel 2, § 2 van dit besluit. Deze bepaling wil vermijden dat beroep doen op een bedrijfsrevisorenkantoor toelaat om aan de gestelde eisen voor de stagemeeester natuurlijke persoon te ontsnappen.

Artikel 17

De bepalingen van artikel 17 betreffende de stageovereenkomst zijn niet volledig. De partijen mogen immers, voor zover dit niet tegenstrijdig is met andere wettelijke en reglementaire bepalingen, andere bepalingen in de stageovereenkomst voorzien.

Artikel 18

Dit artikel bepaalt in welke omstandigheden de stageovereenkomst getekend mag worden wat het sociaal statuut betreft.

Er wordt verduidelijkt dat de arbeidsovereenkomst met de stagemeeester werkzaam is, moet afgesloten worden. Dit strekt ertoe te vermijden dat de arbeidsovereenkomst door een derde partij wordt getekend die niet de hoedanigheid heeft van bedrijfsrevisor. De stageovereenkomst moet conform zijn aan de voorschriften voorzien in de arbeidsovereenkomst of in de overeenkomst van zelfstandige dienstverlening. De arbeidsovereenkomst of de overeenkomst van zelfstandige dienstverlening wordt aan de Stagecommissie bezorgd, evenals de aanhangsels afgesloten gedurende de overeenkomst.

Een onderscheiden systeem voor de twee types van sociale overeenkomsten dient niet te worden voorzien.

Artikel 19

De stagemeeester verbindt er zich toe om aan zijn stagiair een vergoeding te betalen die minstens gelijk is aan de minimumvergoeding bepaald door de Stagecommissie.

De stagemeeester neemt de kosten voor zijn rekening die betrekking hebben op de vorming van de stagiair, namelijk de stageseminaries en examens in het kader van een normaal verloop van de stage. Deze maatregel geeft de stagiairs de materiële mogelijkheid de nuttige activiteiten in het kader van hun vorming te volgen.

HOOFDSTUK VII. — *Verloop van de stage*

Artikel 20

De bepaling van de aanvangsdatum van de stage wordt aan de Stagecommissie toevertrouwd.

Artikel 21

De stage moet op jaarbasis tenminste 1000 uren aan revisorale opdrachten bevatten.

Artikel 21 verduidelijkt dat de 1000 stage-uren enerzijds jaarlijks moeten worden verwezenlijkt en anderzijds revisorale opdrachten betreffen waarvan de aard door de Stagecommissie wordt vastgelegd. Deze bepaling heeft als doel zich te vergewissen van het feit dat de uitgevoerde stage materies betreft die leiden naar de kennis van het beroep van bedrijfsrevisor.

Article 22

La possibilité a été prévue de prolonger le stage dans la mesure où la Commission du stage ne dispose pas de suffisamment d'informations pertinentes et appropriées (par exemple : un journal de stage correctement rempli) pour apprécier la bonne évolution du stage.

La prolongation du stage est fixée à maximum trois ans. Les raisons de la prolongation sont élargies.

La durée du stage pourrait donc s'élever à trois ans, plus trois années de prolongation maximum, plus la période maximale de cinq ans pour présenter l'examen d'aptitude à savoir, à 11 ans au plus.

Article 23

La compétence de décider de la réduction du stage est confiée à la Commission du stage.

Conformément à l'article 11 de la Directive, l'expérience professionnelle, complétée ou non par une formation pratique, peut être valorisée dans le cadre du stage de réviseur d'entreprises.

Les personnes disposant d'une expérience de quinze ans au moins dans les domaines financier, juridique et comptable sans égard au diplôme dont ces personnes sont titulaires (article 23, § 1^{er}, b)) peuvent bénéficier d'une réduction du stage (article 23, § 1^{er}).

Les personnes ayant exercé durant sept ans des activités professionnelles dans le domaine du contrôle légal des comptes (article 23, § 1, a)) restent néanmoins, conformément à l'article 11 de la Directive, tenues d'effectuer un stage.

A la suite de l'observation du Conseil d'Etat, la dispense à l'examen d'admission systématiquement octroyée aux personnes ayant quinze ans ou sept ans d'expérience a été supprimée, conformément à l'article 11 de la Directive. Ces personnes peuvent toutefois bénéficier de dispenses en vertu du régime général, notamment si elles sont titulaires d'un diplôme universitaire ou équivalent reconnu par l'Etat.

Le paragraphe 2 transpose l'article 12 de la Directive.

La formation pratique acquise dans un autre Institut, tel que par exemple le stage d'expert-comptable ou de conseil fiscal effectué auprès de l'Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux, peut également être valorisée pour le calcul des périodes de sept ou quinze ans.

Les stagiaires experts-comptables ou experts-comptables titulaires d'un diplôme de niveau « master » (article 23, § 1^{er}, c)) et les personnes qui ont effectué leur stage en tout ou en partie dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat tiers (article 23, § 1^{er}, d)) restent soumis au respect des conditions liées au diplôme, à l'examen d'admission et peuvent bénéficier de l'octroi de dispenses.

Le stage pourrait être réduit à néant. Une réduction du stage même totale ne dispense pas de la présentation de l'examen d'aptitude telle que prévue aux articles 32 à 35.

Article 24

Cet article concerne la faculté de suspendre le stage.

Le stage est suspendu sur demande motivée des parties ou si le stagiaire est empêché d'effectuer son stage pour une durée supérieure à un mois. Le stage sera également suspendu au cas où le maître de stage est suspendu disciplinairement.

La décision de la Commission du stage précise la durée et la date de suspension de stage.

Afin d'améliorer la sécurité juridique, il est précisé que le stagiaire suspendu n'est pas soumis aux obligations de stage.

Article 25

La possibilité de changer de maître de stage est prévue.

CHAPITRE VIII. — *Des droits et des devoirs du stagiaire et du maître de stage*

Section 1^{re}. — *Droits et devoirs du stagiaire*

Article 26

Cet article prévoit que le stagiaire se soumet d'une part aux instructions du maître de stage et d'autre part aux directives de la Commission du stage. Cette disposition permet à la Commission du stage de s'assurer que le stagiaire effectue un stage selon les exigences posées par l'Institut.

Article 27

L'article 27 précise que le journal de stage est tenu conformément aux instructions fixées par la Commission du stage.

Artikel 22

De mogelijkheid om de stage te verlengen werd voorzien in de mate dat de Stagecommissie niet over voldoende relevante en adequate informatie beschikt (bijvoorbeeld : een correct ingevuld stagedagboek) om het goede verloop van de stage te beoordelen.

De verlenging van de stage wordt vastgelegd op maximum drie jaar. De redenen van de verlengingen worden uitgebreid.

De stageduur kan aldus drie jaar, plus maximum drie jaar verlenging, plus een periode van maximum vijf jaar voor het afleggen van het bekwaamheidsexamen, te weten hoogstens 11 jaar, bedragen.

Artikel 23

De bevoegdheid om over een vermindering van de stage te beslissen wordt aan de Stagecommissie toevertrouwd.

In overeenstemming met artikel 11 van de Richtlijn, kan de beroepservaring, al dan niet aangevuld door een praktische opleiding, gevaloriseerd worden in het kader van de stage van bedrijfsrevisor.

De personen die beschikken over een ervaring van minstens vijftien jaar op financieel, juridisch en boekhoudkundig vlak, ongeacht het diploma waarvan deze personen houder zijn (artikel 23, § 1, b)) kunnen een vermindering van de duur van de stage bekomen (artikel 23, § 1).

De personen die gedurende zeven jaar beroepsactiviteiten op het vlak van de wettelijke controle van de jaarrekeningen hebben uitgeoefend (artikel 23, § 1, a)), moeten niettemin, overeenkomstig artikel 11 van de Richtlijn, een stage afleggen.

Naar aanleiding van de bemerking van de Raad van State, wordt de vrijstelling voor het toelatingsexamen, die systematisch toegekend werd aan personen die vijftien of zeven jaar ervaring hebben, opgeheven, overeenkomstig artikel 11 van de Richtlijn. Deze personen kunnen niettemin van de vrijstellingen genieten, overeenkomstig het algemene regime, onder andere als ze een universitair diploma of een door de Staat als gelijkwaardig erkend diploma hebben.

Paragraaf 2 zet artikel 12 van de Richtlijn om.

De praktijkopleiding verworven in een ander Instituut, zoals bijvoorbeeld de stage van externe accountant of belastingconsulent uitgeoefend bij het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten kan eveneens in aanmerking worden genomen voor het berekenen van de duur van zeven of vijftien jaar.

De stagiairs externe accountants of externe accountants die houder zijn van een master diploma (artikel 23, § 1, c)) en de personen die hun stage gedeeltelijk of volledig in een Lidstaat van de Europese Unie of een derde land hebben uitgeoefend (artikel 23, § 1, d)) blijven onderworpen aan de voorwaarden inzake het diploma, het toelatingsexamen en kunnen vrijstellingen bekomen.

De stage kan tot nul herleid worden. Een stageverkortings, zelfs een totale, betekent geen vrijstelling voor het afleggen van het bekwaamheidsexamen zoals voorzien in artikelen 32 tot 35.

Artikel 24

Dit artikel betreft de mogelijkheid om de stage op te schorten.

De stage wordt opgeschort op gemotiveerd verzoek van de partijen of wanneer de stagiair gedurende meer dan een maand verhinderd is om zijn stage te volbrengen. De stage wordt eveneens opgeschort in geval van een tuchtrechtelijke schorsing van de stagemeeester.

De beslissing van de Stagecommissie bepaalt de duur en de datum van de opschorting van de stage.

Om de rechtszekerheid te verbeteren wordt er bepaald dat de geschorste stagiair niet onderworpen is aan de stageverplichtingen.

Artikel 25

De mogelijkheid om van stagemeeester te veranderen wordt voorzien.

HOOFDSTUK VIII. — *Rechten en plichten van de stagiair en van de stagemeeester*

Afdeling 1. — *Rechten en plichten van de stagiair*

Artikel 26

Dit artikel voorziet dat de stagiair zich enerzijds aan de instructies van de stagemeeester en anderzijds aan de richtlijnen van de Stagecommissie onderwerpt. Deze bepaling laat de Stagecommissie toe zich ervan te vergewissen dat de stagiair zijn stage volbrengt volgens de eisen gesteld door het Instituut.

Artikel 27

Artikel 27 verduidelijkt dat het stagedagboek bijgehouden wordt overeenkomstig de door de Stagecommissie vastgelegde voorschriften.

Le texte réglementaire ne reprend pas le détail des mentions à figurer dans le journal de stage. Celles-ci doivent pouvoir être déterminées par la Commission du stage afin de se conformer aux évolutions de la profession.

Article 28

Le stagiaire doit non seulement respecter les dispositions de déontologie mais également les dispositions du règlement d'ordre intérieur de l'Institut, de la même manière que celles-ci s'appliquent aux réviseurs d'entreprises.

Section 2. — Droits et devoirs du maître de stage

Article 29

Le maître de stage est responsable de la formation du stagiaire. Afin de s'assurer que celle-ci soit menée à bien, la formation est limitée à trois stagiaires en même temps.

Le maître de stage qui encourt une sanction disciplinaire supérieure à un mois ne peut assumer la formation d'un stagiaire durant la période de suspension.

Article 30

Il est souligné que le maître de stage doit se conformer aux instructions de la Commission du stage.

Article 31

Le journal de stage doit être établi une fois l'an. L'organisation en matière de contrôle dudit document est laissée à l'appréciation des parties.

CHAPITRE IX. — De l'examen d'aptitude

Article 32

Une terminologie générale est prévue pour décrire le contenu de l'examen d'aptitude. L'examen d'aptitude a pour but de vérifier l'aptitude du stagiaire à exercer, dans le respect des lois et des règles déontologiques, la profession de réviseur d'entreprises et pas uniquement à appliquer dans la pratique les connaissances théoriques requises en vue du contrôle légal des comptes annuels.

Les règles d'admission à l'examen d'aptitude sont revues. L'accès à l'examen d'aptitude est réservé aux stagiaires qui ont satisfait aux obligations de stage au lieu, comme c'était le cas auparavant, d'une admission d'office dans les six derniers mois du stage c'est-à-dire après deux ans et demi de stage.

La pratique a démontré que l'organisation de deux sessions d'examen par an était largement suffisante.

Article 33

L'examen peut être présenté dans l'une des trois langues nationales belges.

Le jury d'examen d'aptitude est composé de trois membres ayant la qualité de réviseur d'entreprises ou de réviseurs d'entreprises honoraires dont un membre maximum sera réviseur d'entreprises honoraire, d'un professeur de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de niveau universitaire et d'une personne n'exerçant pas la profession de réviseur d'entreprises.

La durée des mandats est de trois ans.

Le professeur de l'enseignement universitaire ou l'enseignement supérieur de niveau universitaire, ne porte pas simultanément le titre de réviseur d'entreprises. Il est chargé de cours dans l'une des dix-neuf matières de l'examen d'admission. Le terme « professeur » s'entend dans le sens de la loi sur les pensions des professeurs d'université.

Le professeur de l'enseignement universitaire ou d'enseignement supérieur de niveau universitaire exerce la fonction de président du jury.

Article 34

L'examen comporte deux parties : une épreuve écrite et une épreuve orale.

Le contenu de l'épreuve écrite est défini par la Commission du stage.

L'épreuve orale couvre l'ensemble des domaines utiles à l'exercice de la profession.

Article 35

Le candidat dispose de cinq chances de présenter l'examen d'aptitude endéans un délai de cinq années.

Le délai de cinq années débute à dater de la délibération acceptant le stagiaire à l'examen d'aptitude. Le stagiaire est libre de choisir, parmi les dix sessions d'examen, les cinq sessions d'examen auxquelles il souhaite présenter l'épreuve.

De réglementaire tekst herneemt geen detail van de vermeldingen die in het stagedagboek moeten voorkomen. Deze moeten door de Stagecommissie worden bepaald teneinde zich aan de evoluties van het beroep aan te passen.

Artikel 28

De stagiair moet niet enkel de regels inzake plichtenleer, maar ook de regels betreffende het huishoudelijk reglement van het Instituut, op dezelfde manier naleven als deze van toepassing zijn op de bedrijfsrevisoren.

Afdeling 2. — Rechten en plichten van de stagemeeester

Artikel 29

De stagemeeester is verantwoordelijk voor de opleiding van de stagiair. Teneinde zich ervan te vergewissen dat deze tot een goed einde wordt gebracht, is de opleiding beperkt tot drie stagiairs tegelijkertijd.

De stagemeeester die een tuchtstraf krijgt van meer dan één maand kan gedurende de periode van opschorting geen stagiairs opleiden.

Artikel 30

Er wordt onderstreept dat de stagemeeester zich moet houden aan de voorschriften van de Stagecommissie.

Artikel 31

Een stagedagboek moet jaarlijks opgesteld worden. De organisatie inzake controle van dit document wordt aan de beoordeling van de partijen overgelaten.

HOOFDSTUK IX. — Het bekwaamheidsexamen

Artikel 32

Er wordt in een algemene terminologie voorzien om de inhoud van het bekwaamheidsexamen te beschrijven. Het bekwaamheidsexamen beoogt na te gaan of de stagiair bekwaam is om, in de naleving van de wetten en de deontologische regels, het beroep van bedrijfsrevisor uit te oefenen en niet enkel de verworven theoretische kennis, vereist om de wettelijke controle van de jaarrekeningen, in de praktijk toe te passen.

De toelatingsvoorschriften tot het bekwaamheidsexamen worden herzien. De toegang tot het bekwaamheidsexamen is bestemd voor de stagiairs die aan de verplichtingen van de stage hebben voldaan, in plaats van, zoals vroeger, een automatische toelating in de zes laatste maanden van de stage, met name na twee en een half jaar stage.

De praktijk heeft aangetoond dat de organisatie van twee examen-zittijden ruimschoots voldoende is.

Artikel 33

Het examen mag in één van de drie Belgische landstalen afgelegd worden.

De jury van het bekwaamheidsexamen is samengesteld uit drie leden die de hoedanigheid van bedrijfsrevisor of van erebedrijfsrevisor hebben, waarvan maximum één lid erebedrijfsrevisor is, een professor van het universitair onderwijs of van het hoger onderwijs van universitair niveau en één persoon die het beroep van bedrijfsrevisor niet uitoefent.

De duur van de mandaten is drie jaar.

De professor van het universitair onderwijs of van het hoger onderwijs van universitair niveau draagt niet gelijktijdig de titel van bedrijfsrevisor. Hij doceert één van de 19 vakken van het toelatingsexamen. De term « professor » wordt geïnterpreteerd in de zin van de wet op de pensioenen van de universiteitsprofessoren.

De professor van het universitair onderwijs of van het hoger onderwijs van universitair niveau oefent de functie uit van voorzitter van de jury.

Artikel 34

Het examen bevat twee delen : een schriftelijke en een mondelinge proef.

De inhoud van de schriftelijke proef wordt door de Stagecommissie bepaald.

De mondelinge proef behelst het geheel van nuttige materies voor de uitoefening van het beroep.

Artikel 35

De kandidaat beschikt over vijf kansen om het examen af te leggen binnen een periode van vijf jaar.

De periode van vijf jaar begint vanaf de deliberatie waarbij de stagiair tot het bekwaamheidsexamen wordt toegelaten. De stagiair is vrij om uit de tien examen-zittijden de vijf examen-zittijden, waaraan hij wenst deel te nemen, uit te kiezen.

CHAPITRE X. — *Admission au serment et fin de stage*

Article 36

Cette disposition distingue l'admission à la prestation de serment de la fin du stage.

Le stage prend fin soit par la décision du Conseil d'admettre le stagiaire à la prestation de serment, soit par la démission du stagiaire, soit par la radiation du stagiaire, soit par l'expiration cumulée des délais des durées de stage et de prolongation du stage ainsi que de présentation de l'examen d'aptitude.

Tant qu'un stagiaire n'a pas été admis à la prestation de serment, il reste soumis aux obligations du stage, notamment de compléter son journal de stage.

L'admission à la prestation de serment est accordée au stagiaire qui (i) a réussi l'examen d'aptitude (ii) a satisfait aux obligations du stage et (iii) n'a pas fait l'objet d'une procédure disciplinaire.

Ces conditions sont cumulatives.

CHAPITRE XI. — *Reconnaissance des qualifications équivalentes à celles de réviseur d'entreprises à l'étranger*

Article 37

La dispense pour les professionnels qualifiés à l'étranger concerne l'examen d'admission, le stage et l'examen d'aptitude prévu aux articles 32 à 35 du présent arrêté.

L'article 37, §§ 1^{er} et 3, a été réécrit conformément à l'observation du Conseil d'Etat.

En réponse à l'observation du Conseil d'Etat, il convient de préciser que l'article 37, § 2 reprend les dispositions de l'ancien article 40, alinéa 2 de l'arrêté royal relatif au stage des candidats réviseurs d'entreprises et est conforme à l'article 44 de la Directive Audit du 17 mai 2006.

Les candidats étrangers doivent faire preuve de leur connaissance adéquate des lois et réglementations en vigueur en Belgique, dans la mesure où ces connaissances sont utiles pour les contrôles légaux des comptes en Belgique. Le texte reprend la terminologie de l'article 14 de la Directive, à la suite de l'observation du Conseil d'Etat.

Sont réputées posséder une qualité équivalente à celle de réviseur d'entreprises, les personnes agréées pour le contrôle des comptes annuels des sociétés, conformément à la législation en vigueur dans l'Etat membre, pour autant que les conditions légales et réglementaires d'accès à la profession dans ce pays correspondent à celles prévues par le présent arrêté en matière de connaissance théorique et de qualification professionnelle.

CHAPITRE XII. — *Dispositions diverses et abrogatoires*

Article 38

L'arrêté royal du 13 octobre 1987 relatif au stage des candidats réviseurs d'entreprises est abrogé au 31 août 2007, à l'exception de l'article 15 qui reste d'application jusqu'au 31 décembre 2007.

La date d'entrée en vigueur est fixée au 31 août 2007.

Les articles 11 et 13, § 2 sont d'application à partir du 1^{er} janvier 2008. Une date d'entrée en vigueur postérieure est prévue pour les matières de l'examen d'admission afin de permettre aux institutions d'enseignement de revoir, le cas échéant, les enseignements proposés.

Une date d'entrée en vigueur postérieure est également prévue pour la constitution de la Commission d'examens dont la composition et le fonctionnement sont liés aux matières enseignées par les universités et écoles supérieures de type long.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux et le très fidèle serviteur.

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

HOOFDSTUK X. — *Toelating tot de eed en einde van de stage*

Artikel 36

Deze bepaling maakt een onderscheid tussen de toelating tot de eed en het einde van de stage.

De stage eindigt door de beslissing van de Raad om de stagiair toe te laten tot de eed, of door het ontslag van de stagiair, of door de schrapping van de stagiair, of door de gecumuleerde vervaltermijnen van de stageduur en de duur van de verlenging van de stage evenals het afleggen van het bekwaamheidsexamen.

Voor zover een stagiair niet werd toegelaten tot de eed blijft hij onderworpen aan de verplichtingen van de stage, met name het invullen van zijn stagedagboek.

De toelating tot de eed wordt verleend aan de stagiair die (i) geslaagd is voor het bekwaamheidsexamen (ii) aan de stageverplichtingen heeft voldaan en (iii) geen voorwerp heeft uitgemaakt van een tuchtprocedure.

Deze voorwaarden zijn cumulatief.

HOOFDSTUK XI. — *Erkenning van de bekwaamheden gelijkwaardig met die van bedrijfsrevisor in het buitenland*

Artikel 37

De vrijstelling van de in het buitenland gekwalificeerde beroepsbeoefenaars betreft het toelatingsexamen, de stage en het bekwaamheidsexamen voorzien in artikelen 32 tot 35 van dit besluit.

Artikel 37, §§ 1 en 3, werd herschreven overeenkomstig de opmerking van de Raad van State.

In antwoord op de bemerking van de Raad van State, dient te worden onderstreept dat artikel 37, § 2 de bepalingen herneemt van het vroegere artikel 40, lid 2 van het koninklijk besluit betreffende de stage van de kandidaat-bedrijfsrevisoren en in overeenstemming is met artikel 44 van de Audit Richtlijn van 17 mei 2006.

De buitenlandse kandidaten moeten blijf geven van hun adequate kennis van de in België van kracht zijnde wetten en reglementeringen, voorzover deze voor de wettelijke controles van jaarrekeningen in België relevant zijn. De tekst herneemt de terminologie uit artikel 14 van de Richtlijn, naar aanleiding van de bemerking van de Raad van State.

Worden geacht een gelijkwaardige bekwaamheid met die van bedrijfsrevisor te bezitten, de personen die, conform de wet van kracht in de Lidstaat, erkend zijn voor de wettelijke controle van de jaarrekeningen van vennootschappen, voor zover de wettelijke en reglementaire voorwaarden voor de toegang tot het beroep in dat land overeenstemmen met deze voorzien in dit besluit voor wat de theoretische kennis en de beroepsbekwaamheid betreft.

HOOFDSTUK XII. — *Diverse en opheffingsbepalingen*

Artikel 38

Het koninklijk besluit van 13 oktober 1987 betreffende de stage van de kandidaat-bedrijfsrevisoren wordt op 31 augustus 2007 opgeheven, met uitzondering van artikel 15 dat van toepassing blijft tot 31 december 2007.

De datum van inwerkingtreding is vastgelegd op 31 augustus 2007.

De artikelen 11 en 13, § 2 zijn van toepassing vanaf 1 januari 2008. Voor de vakken van het toelatingsexamen wordt er een latere datum van inwerkingtreding voorzien, teneinde de onderwijsinstellingen toe te laten, in voorkomend geval, hun programma te herzien.

Een latere datum van inwerkingtreding is eveneens voorzien voor de oprichting van de Examencommissie waarvan de samenstelling en de werking gebonden zijn aan de vakken onderwezen door de universiteiten en de economische hogescholen van het lange type.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedig en zeer getrouwe dienaar.

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

30 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises et abrogeant l'arrêté royal du 13 octobre 1987 relatif au stage des candidats réviseurs d'entreprises

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, en particulier les articles 27, 28, § 1^{er}, et 29;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Professions économiques du 13 février 2007;

Vu l'avis de l'Institut des Réviseurs d'entreprises du 9 février 2007;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la réglementation relative à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises, fixée par la loi du 22 juillet 1953, est modifiée par l'arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil (ci-après dénommé l'arrêté royal du 21 avril 2007);

Considérant que le Parlement a, par les articles 102 et 103 de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses, habilité le Roi à transposer, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, aussi rapidement que possible la directive 2006/43/CE. Que l'arrêté royal du 21 avril 2007 entre en vigueur à cet effet au plus tard le 31 août 2007;

Vu la dissolution imminente des Chambres et le fait que le Gouvernement se limite aux affaires prudentes à partir de cette dissolution;

Considérant que la réglementation relative à l'accès à la profession doit être publiée aussi vite que possible. Que l'Institut des Réviseurs d'Entreprises doit pouvoir prendre à temps toutes les mesures nécessaires en vue de l'organisation de l'accès à la profession, en ce compris l'installation de la Commission du stage et la préparation des programmes. Que les candidats doivent également être immédiatement informés des conditions d'accès pour leur permettre de prendre à temps les mesures nécessaires pour la préparation de leur formation. Que les institutions d'enseignement doivent aussi être informées à temps afin de leur permettre de prendre avant le 31 août 2007 les mesures préparatoires relatives à l'organisation de l'enseignement pour la prochaine année académique et les mesures relatives à la composition des programmes de cours.

Vu l'avis 42.830/1 du Conseil d'Etat, donné le 19 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les définitions reprises dans l'article 2 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises sont d'application conforme.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o la loi : la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises;

2^o le règlement d'ordre intérieur : le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises;

3^o l'assemblée générale : l'assemblée générale de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, prévue par l'article 19 de la loi.

CHAPITRE II. — *Du stage en général*

Art. 2. § 1^{er}. Le stage a pour but de préparer les candidats à la profession de réviseur d'entreprises en assurant leur formation à la pratique et à la déontologie professionnelle.

§ 2. Le stage s'effectue, sous la surveillance de la Commission du stage, auprès d'un maître de stage, réviseur d'entreprises personne physique ou cabinet de révision, comptant au moins cinq années d'inscription au registre public à la date d'entrée en stage et répondant aux conditions fixées par la Commission du stage.

30 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor en tot opheffing van het koninklijk besluit van 13 oktober 1987 betreffende de stage van de kandidaat-bedrijfsrevisoren

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en tot organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor, inzonderheid de artikelen 27, 28, § 1, en 29;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen van 13 februari 2007;

Gelet op het advies van het Instituut der Bedrijfsrevisoren van 9 februari 2007;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat de regeling inzake de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor, zoals bepaald in de wet van 22 juli 1953, gewijzigd door het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad (hierna het koninklijk besluit van 21 april 2007 genoemd);

Overwegende dat de wetgever door de artikelen 102 en 103 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen, de Koning gemachtigd heeft om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de Richtlijn 2006/43/EG zo snel mogelijk om te zetten. Dat het koninklijk besluit van 21 april 2007 daartoe uiterlijk op 31 augustus 2007 in werking treedt;

Gelet op de nakende ontbinding van de Kamers en het feit dat de Regering zich vanaf dan beperkt tot de voorzichtigte zaken;

Overwegende dat de regeling met betrekking tot de toegang tot het beroep zo snel mogelijk dient te worden bekendgemaakt. Dat het Instituut van de Bedrijfsrevisoren tijdig alle noodzakelijke maatregelen moet kunnen treffen met het oog op de organisatie van de toegang tot het beroep waaronder de installatie van de Stagecommissie en de voorbereiding van de programma's. Dat tevens de kandidaten onverwijld dienen geïnformeerd te worden over de voorwaarden tot toegang om hen tijdig de noodzakelijke maatregelen voor de voorbereiding van hun opleiding te laten treffen. Dat ook de onderwijsinstellingen tijdig moeten geïnformeerd worden om hen toe te laten vóór 31 augustus 2007 de voorbereidende maatregelen te nemen met betrekking tot de organisatie van het onderwijs voor het komende academiejaar en de samenstelling van lesprogramma's;

Gelet op het advies 42.830/1 van de Raad van State, gegeven op 19 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. § 1. De definities opgenomen in artikel 2 van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en tot organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor zijn van overeenkomstige toepassing.

§ 2. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder :

1^o de wet : de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en tot organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor;

2^o het huishoudelijk reglement : het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren;

3^o de algemene vergadering : de algemene vergadering van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren, zoals voorzien in artikel 19 van de wet.

HOOFDSTUK II. — *De stage in het algemeen*

Art. 2. § 1. De stage heeft tot doel de kandidaten tot het beroep van bedrijfsrevisor voor te bereiden door te voorzien in hun vorming met betrekking tot de beroepspraktijk en de plichtenleer.

§ 2. De stage wordt verricht onder het toezicht van de Stagecommissie bij een stage meester, bedrijfsrevisor natuurlijke persoon die of bedrijfsrevisorenkantoor dat, op het ogenblik van de aanvang van de stage, minstens vijf jaar op het openbaar register is ingeschreven en beantwoordt aan de door de Stagecommissie gestelde voorwaarden.

Art. 3. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 27 de la loi, la durée du stage est de trois ans au moins.

§ 2. Le stage est accompli pour deux tiers au moins dans un Etat membre de l'Union européenne dont un tiers au moins est effectué en Belgique.

La Commission du stage veille à ce qu'au cours de la période de stage effectuée hors Belgique, l'activité du stagiaire soit surveillée de façon adéquate par le maître de stage, en collaboration avec une personne ayant dans ce pays une qualité reconnue équivalente à celle de réviseur d'entreprises.

CHAPITRE III. — *De la Commission du stage*

Art. 4. § 1^{er}. Il est créé au sein de l'Institut une commission chargée de l'organisation de l'accès à la profession de réviseur d'entreprises, conformément à l'article 28, § 1^{er} de la loi. Cette commission est dénommée la Commission du stage.

§ 2. La Commission du stage se compose de dix membres effectifs. Au cours de la première réunion suivant l'assemblée générale annuelle, le Conseil désigne pour faire partie de la Commission du stage, quatre de ses membres et six personnes physiques, non membres du Conseil, ayant ou ayant eu la qualité de réviseur d'entreprises. Le nombre de personnes ayant eu la qualité de réviseur d'entreprises est limité à trois.

Les membres de la Commission du stage sont nommés pour un mandat de trois ans renouvelable.

Le président est désigné par le Conseil parmi les quatre membres de la Commission du stage qui sont membres du Conseil.

§ 3. La Commission du stage est composée de manière à pouvoir examiner les demandes des candidats s'exprimant dans une des langues nationales.

§ 4. En l'absence du président, le membre du Conseil présent ayant le plus d'ancienneté au registre public préside la réunion.

Art. 5. § 1^{er}. La Commission du stage se réunit, sur convocation écrite de son président, au moins tous les deux mois. La convocation mentionne l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée des documents nécessaires.

§ 2. A la requête du Conseil, la Commission du stage se réunit dans les quinze jours de la demande qui lui est faite.

Art. 6. La Commission du stage ne peut délibérer valablement que lorsque cinq membres au moins sont présents.

Les décisions de la Commission du stage sont prises à la majorité simple des voix.

En cas de parité des voix, celle du président de la Commission du stage est prépondérante.

Art. 7. Les délibérations de la Commission du stage sont consignées dans des procès-verbaux. Après approbation par la Commission du stage, ces procès-verbaux sont signés par le président de la Commission du stage et par un membre au moins qui a assisté à la réunion. Ils sont conservés au siège de l'Institut et sont transmis en copie, par extrait, par le président de la Commission du stage au demandeur et aux membres de la Commission du stage.

Art. 8. La Commission du stage organise, gère et administre le stage et notamment :

- 1° approuve les conventions de stage et l'admission au stage;
- 2° surveille le bon accomplissement du stage tant dans le chef du stagiaire que du maître de stage;
- 3° donne son avis au Conseil, d'office ou à la demande de celui-ci, sur toutes les questions relatives au stage et aux stagiaires;
- 4° dresse et tient à jour la liste des stagiaires;
- 5° examine les journaux de stage;
- 6° organise et dirige les exercices professionnels imposés aux stagiaires;
- 7° organise l'examen d'admission et l'examen d'aptitude;
- 8° suit la formation donnée par le maître de stage et donne les directives nécessaires lorsqu'elle considère que la formation donnée est insuffisante;
- 9° peut imposer aux stagiaires ayant échoué à l'examen d'aptitude, des travaux supplémentaires destinés à parfaire leur formation pratique;

Art. 3. § 1. Onverminderd artikel 27 van de wet, duurt de stage minstens drie jaar.

§ 2. De stage wordt voor ten minste twee derde in een Lidstaat van de Europese Unie, waarvan één derde in België, volbracht.

De Stagecommissie waakt erover dat de activiteit van de stagiair, tijdens de stageperiode buiten België, op doeltreffende wijze wordt gevolgd door de stagemeester in samenwerking met een persoon die in dat land een hoedanigheid heeft die als gelijkwaardig is erkend met deze van bedrijfsrevisor.

HOOFDSTUK III. — *De Stagecommissie*

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 28, § 1 van de wet wordt in de schoot van het Instituut een commissie opgericht die belast is met de organisatie van de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor. Deze commissie wordt de Stagecommissie genoemd.

§ 2. De Stagecommissie telt tien effectieve leden. Op de eerste vergadering die volgt op de jaarlijkse algemene vergadering, duidt de Raad vier van zijn leden aan en zes natuurlijke personen, die niet in de Raad zetelen, die bedrijfsrevisor zijn of zijn geweest, om deel uit te maken van de Stagecommissie. Het aantal personen dat bedrijfsrevisor is geweest, is beperkt tot drie.

De leden van de Stagecommissie worden benoemd voor een hernieuwbaar mandaat van drie jaar.

De voorzitter wordt door de Raad aangeduid onder de vier leden van de Stagecommissie die in de Raad zetelen.

§ 3. De Stagecommissie is derwijze samengesteld dat zij de aanvragen van de kandidaten kan onderzoeken die zich in één van de landstalen uitdrukken.

§ 4. Bij afwezigheid van de voorzitter wordt de vergadering voorgezeten door het aanwezige raadslid met de meeste anciënniteit op het openbaar register.

Art. 5. § 1. De Stagecommissie vergadert op de schriftelijke uitnodiging van haar voorzitter, ten minste om de twee maanden. De oproeping vermeldt de agenda van de vergadering en is vergezeld van de vereiste documenten.

§ 2. Op verzoek van de Raad vergadert de Stagecommissie binnen vijftien dagen nadat de Raad haar daarom heeft verzocht.

Art. 6. De Stagecommissie kan slechts geldig beraadslagen wanneer tenminste vijf leden aanwezig zijn.

De beslissingen van de Stagecommissie worden bij eenvoudige meerderheid van stemmen genomen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de Stagecommissie doorslaggevend.

Art. 7. De beraadslagingen van de Stagecommissie worden opgenomen in notulen. Na door de Stagecommissie te zijn goedgekeurd, worden de notulen ondertekend door de voorzitter van de Stagecommissie en minstens één lid die de vergadering heeft bijgewoond. Zij worden ten zetel van het Instituut bewaard en een afschrift ervan wordt bij uittreksel door de voorzitter van de Stagecommissie aan de verzoeker en aan de leden van de Stagecommissie bezorgd.

Art. 8. De Stagecommissie organiseert en beheert de stage, met name :

- 1° keurt de stageovereenkomsten en de toelating tot de stage goed;
- 2° houdt toezicht op het goed volbrengen van de stage zowel wat de stagiair als de stagemeester betreft;
- 3° dient de Raad, ambtshalve of op diens vraag, van advies over alle kwesties betreffende de stage en de stagiaires;
- 4° stelt de lijst der stagiaires op en houdt deze bij;
- 5° onderzoekt de stagedagboeken;
- 6° regelt en leidt de aan de stagiaires opgelegde vakoefeningen;
- 7° organiseert het toelatingsexamen en het bekwaamheidsexamen;
- 8° volgt de opleiding gegeven door de stagemeester en geeft de nodige richtlijnen indien zij de verstrekte opleiding onvoldoende vindt;
- 9° kan de stagiaires die niet zijn geslaagd voor het bekwaamheidsexamen, bijkomende taken opleggen ter vervolmaking van hun praktijkopleiding;

10° décide, dans les cas déterminés par le présent arrêté, de la prolongation ou de la réduction de la durée du stage, de la suspension du stage, du changement de maître de stage et de la reprise du stage. Sauf disposition contraire, un recours contre ces décisions peut être formé auprès du Conseil;

11° décide des dispenses à l'examen d'admission;

12° propose au Conseil l'admission à la prestation de serment selon les modalités prévues à l'article 36, § 1^{er};

13° concilie maîtres de stage et stagiaires en cas de différend;

14° peut transmettre au Conseil toute information qu'elle juge utile relative à un maître de stage ou à un stagiaire et recueillie dans le cadre de ses travaux;

15° décide de la radiation administrative des stagiaires ayant suspendu leur stage pour une durée excédant cinq ans.

Art. 9. Dans l'exercice de sa mission, la Commission du stage dispose des moyens les plus étendus de surveillance et de contrôle; elle peut recueillir tous renseignements utiles, inviter les stagiaires et les maîtres de stage à se présenter devant elle et se faire produire les documents nécessaires.

Elle peut déléguer à l'un de ses membres son pouvoir de contrôle et d'enquête.

Art. 10. La Commission du stage fait annuellement rapport au Conseil sur son activité. Elle formule les observations et propositions qu'elle juge utiles.

Le Conseil transmet annuellement au Conseil supérieur des Professions économiques, un rapport sur les activités de la Commission du stage et sur les activités de formation des stagiaires organisées par l'Institut.

CHAPITRE IV. — *De la Commission d'examens*

Art. 11. § 1^{er}. Il est créé une Commission d'examens.

La Commission d'examens est composée de personnes enseignant au sein d'une université ou d'une institution de l'enseignement supérieur de type long les matières prévues à l'examen d'admission. Parmi celles-ci, la moitié au moins ne peut avoir la qualité de réviseur d'entreprises.

Les membres de la Commission d'examens sont désignés par la Commission du stage.

La Commission d'examens se compose de minimum dix membres. La Commission d'examens détermine son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par la Commission du stage.

§ 2. La Commission d'examens est chargée de la préparation des questions, de la correction de l'examen d'admission ainsi que de la délibération de ces examens.

Elle transmet les résultats des délibérations à la Commission du stage au plus tard deux mois après la date de l'examen.

CHAPITRE V. — *De l'accès au stage.*

Art. 12. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 28, § 1^{er} de la loi, les candidats doivent, pour être admis au stage, être titulaires d'un diplôme de niveau « master » conformément au décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement et refinançant les universités ou au décret de la Communauté flamande du 4 avril 2003 relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre.

Art. 13. § 1^{er}. La Commission du stage organise une fois par an l'examen d'admission prévu à l'article 28, § 1^{er}, 2° de la loi.

Sont autorisées à participer à l'examen, les personnes qui réunissent les conditions prévues par la loi et par le présent arrêté.

§ 2. L'examen d'admission porte sur les matières suivantes :

1° théorie et principes de comptabilité générale;

2° exigences légales et normes relatives à l'établissement des comptes annuels et consolidés;

3° normes comptables internationales;

4° analyse financière;

5° comptabilité analytique et contrôle de gestion;

6° gestion des risques et contrôle interne;

7° audit et compétences professionnelles;

10° beslist, in de gevallen bepaald in dit besluit, over de verlenging of de verkorting van de stageduur, de opschorting van de stage, de verandering van stagemeeester en de herneming van de stage. Behoudens andersluidende bepaling kan tegen die beslissingen beroep worden ingesteld bij de Raad;

11° beslist over de vrijstellingen voor het toelatingsexamen;

12° stelt aan de Raad de toelating tot de eed voor volgens de modaliteiten voorzien in artikel 36, § 1;

13° treedt bemiddelend op in geschillen tussen stagemeeesters en stagiairs;

14° kan aan de Raad alle inlichtingen meedelen die zij nuttig acht met betrekking tot een stagemeeester of een stagiair en die zij in het kader van haar werkzaamheden heeft ingewonnen;

15° beslist over de administratieve schrapping van de stagiairs die hun stage hebben opgeschort voor een periode van meer dan vijf jaar.

Art. 9. De Stagecommissie beschikt in de uitoefening van haar opdracht over de ruimste middelen van toezicht en onderzoek; zij kan alle nuttige inlichtingen inwinnen, de stagiairs en de stagemeeesters verzoeken om voor haar te verschijnen en zich alle bescheiden doen voorleggen.

Zij kan haar bevoegdheid van toezicht en onderzoek aan één van haar leden overdragen.

Art. 10. De Stagecommissie brengt jaarlijks verslag uit bij de Raad over haar werkzaamheden. Zij formuleert de opmerkingen en voorstellen die zij nuttig acht.

De Raad overhandigt ieder jaar aan de Hoge Raad voor de Economische Beroepen een verslag over de activiteiten van de Stagecommissie en over de vormingsactiviteiten die door het Instituut ten behoeve van de stagiairs werden georganiseerd.

HOOFDSTUK IV. — *De Examencommissie*

Art. 11. § 1. Een Examencommissie wordt opgericht.

De Examencommissie is samengesteld uit personen die de voor het toelatingsexamen voorziene vakken doceren aan een universiteit of aan een instelling van het hoger onderwijs van het lange type. Onder hen mag tenminste de helft niet beschikken over de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

De leden van de Examencommissie worden door de Stagecommissie benoemd.

De Examencommissie is samengesteld uit minstens tien leden. De Examencommissie bepaalt haar huishoudelijk reglement dat door de Stagecommissie wordt goedgekeurd.

§ 2. De Examencommissie is belast met het opstellen van de vragen, de verbetering van het toelatingsexamen, evenals met de deliberatie van deze examens.

Zij bezorgt de resultaten van de deliberaties aan de Stagecommissie uiterlijk twee maanden na de datum van het examen.

HOOFDSTUK V. — *Toelating tot de stage*

Art. 12. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 28, § 1 van de wet, dienen de kandidaten om tot de stage te worden toegelaten, houder te zijn van een masterdiploma overeenkomstig het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten of overeenkomstig het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 4 april 2003 betreffende de herstructurering van het hoger onderwijs in Vlaanderen.

Art. 13. § 1. De Stagecommissie organiseert eens per jaar het toelatingsexamen bedoeld in artikel 28, § 1, 2° van de wet.

Tot het examen worden toegelaten de personen die voldoen aan de voorwaarden bepaald in de wet en in dit besluit.

§ 2. Het toelatingsexamen heeft betrekking op volgende vakken :

1° algemene theorie en de beginselen van de boekhouding;

2° wettelijke voorschriften en normen voor de opstelling van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen;

3° internationale standaarden voor jaarrekeningen;

4° financiële analyse;

5° analytische en beleidsboekhouding;

6° risicomanagement en interne beheersing;

7° controleleer en beroepsvaardigheden;

8° exigences légales et normes professionnelles concernant le contrôle légal des comptes et les contrôleurs légaux des comptes;

9° normes d'audit internationales;

10° déontologie et indépendance;

L'examen d'admission couvre également les matières suivantes dans la mesure où elles se rapportent au contrôle légal des comptes :

1° droit des sociétés et gouvernement d'entreprise;

2° législation sur la faillite et procédures similaires;

3° droit fiscal;

4° droit civil et commercial;

5° droit du travail et de la sécurité sociale;

6° technologies de l'information et systèmes informatiques;

7° économie commerciale, générale et financière;

8° mathématiques et statistiques;

9° principes fondamentaux de gestion financière des entreprises.

Art. 14. § 1^{er}. Les personnes titulaires d'un des diplômes visés à l'article 12 et de certificats de réussite complémentaires sont dispensées par la Commission du stage de l'examen d'admission portant sur la connaissance théorique des matières mentionnées expressément sur leur diplôme ou certificat de réussite délivré par les institutions visées au décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement et refinançant les universités ou au décret de la Communauté flamande du 4 avril 2003 relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre et pour autant que soient remplies les conditions prévues au paragraphe suivant.

§ 2. La dispense est accordée par matière, à condition que les points d'études ECTS consacrés à l'étude de cette matière correspondent au moins aux points d'études ECTS que le Conseil, après avis du Conseil supérieur des Professions économiques, considère comme suffisants pour cette matière dans le cadre des exigences de la profession de réviseur d'entreprises.

Pour les titulaires d'un diplôme exprimé exclusivement en heures, les conditions exprimées à l'alinéa précédent en ECTS s'entendent en heures.

§ 3. Les dispenses sollicitées par un candidat sont accordées par la Commission du stage conformément aux principes visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

Art. 15. La demande d'admission au stage n'est recevable que dans l'hypothèse où le candidat a satisfait à l'épreuve visée à l'article 13, ou a obtenu les dispenses prévues à l'article 14.

CHAPITRE VI. — *De la convention de stage*

Art. 16. § 1^{er}. La convention de stage est soumise à l'approbation de la Commission du stage. Elle est annexée, en trois exemplaires dûment signés par les parties, à la demande d'admission au stage.

§ 2. La convention peut être signée au nom d'un cabinet de révision, à condition que celui-ci désigne un réviseur d'entreprises personne physique qui répond aux conditions fixées à l'article 2, paragraphe 2 du présent arrêté et qui assume la responsabilité en qualité de maître de stage.

§ 3. Après approbation de la convention, un exemplaire est envoyé au stagiaire et au maître de stage. Le troisième exemplaire est conservé par la Commission du stage.

Art. 17. § 1^{er}. La convention de stage comprend notamment :

1° l'engagement des parties de se conformer au règlement du stage et de se conformer aux instructions et directives qui leur sont données par l'Institut;

2° l'engagement du maître de stage d'assurer la formation du stagiaire en l'associant à des travaux de révision suffisants pour lui permettre d'acquérir l'expérience professionnelle nécessaire;

3° l'engagement du stagiaire de se consacrer au stage avec loyauté et de ne pas porter atteinte, aux intérêts professionnels du maître de stage, en cours de stage.

8° wettelijke voorschriften en gedrags- en beroepsnormen betreffende de wettelijke controle van jaarrekeningen en de daarmee belaste wettelijke auditors;

9° internationale controlestandaarden;

10° beroepsethiek en onafhankelijkheid;

Het toelatingsexamen heeft ook betrekking op volgende vakken, voorzover deze voor de wettelijke controle van jaarrekeningen van belang zijn :

1° vennootschapsrecht en corporate governance;

2° faillissementsrecht en soortgelijke procedures;

3° belastingrecht;

4° burgerlijk en handelsrecht;

5° sociaizekerheidsrecht en arbeidsrecht;

6° informatietechnologieën en informaticasystemen;

7° algemene, financiële en bedrijfseconomie;

8° wiskunde en statistiek;

9° grondbeginselen van financieel bedrijfsbeheer.

Art. 14. § 1. De personen die houder zijn van een diploma, bedoeld in artikel 12, en van aanvullende getuigschriften, worden door de Stagecommissie vrijgesteld van het toelatingsexamen over de theoretische kennis van de vakgebieden die uitdrukkelijk vermeld staan op hun diploma of getuigschrift uitgereikt door de instellingen beoogd in het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten of in het decreet van de Vlaamse Regering van 4 april 2003 betreffende de herstructurering van het hoger onderwijs in Vlaanderen en voor zover aan de in de volgende paragraaf bepaalde voorwaarden werd voldaan.

§ 2. De vrijstelling wordt verleend per vakgebied op voorwaarde dat de aan het vakgebied bestede aantal studiepunten ECTS tenminste overeenstemmen met het aantal studiepunten ECTS die voor dit vakgebied door de Raad, na advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, voldoende worden geacht in het kader van de eisen gesteld voor het beroep van bedrijfsrevisor.

Voor de houders van een diploma enkel uitgedrukt in uren, worden de voorwaarden uitgedrukt in ECTS in het vorige lid begrepen in uren.

§ 3. De door een kandidaat gevraagde vrijstellingen worden toegekend door de Stagecommissie overeenkomstig de principes bedoeld in de eerste en tweede paragraaf van dit artikel.

Art. 15. Het verzoek om tot de stage toegelaten te worden is slechts ontvankelijk, indien de kandidaat geslaagd is in de proef voorzien in artikel 13 of de in de artikel 14 bedoelde vrijstellingen heeft bekomen.

HOOFDSTUK VI. — *De stageovereenkomst*

Art. 16. § 1. De stageovereenkomst wordt ter goedkeuring aan de Stagecommissie voorgelegd. Zij wordt, in drie exemplaren behoorlijk ondertekend door de partijen, gevoegd bij het verzoek om tot de stage toegelaten te worden.

§ 2. De stageovereenkomst mag ondertekend worden in naam van een bedrijfsrevisorenkantoor, op voorwaarde dat deze een bedrijfsrevisor natuurlijke persoon aanwijst die aan de in artikel 2, tweede paragraaf van dit besluit bepaalde voorwaarden voldoet en die de verantwoordelijkheid in de hoedanigheid van stagemeeester draagt.

§ 3. Na goedkeuring van de overeenkomst wordt een exemplaar aan de stagiair en aan de stagemeeester toegezonden. Het derde exemplaar wordt door de Stagecommissie bewaard.

Art. 17. § 1. De stageovereenkomst behelst met name :

1° de verbintenis van de partijen om zich te schikken naar het stagerglement en zich te gedragen naar de onderrichtingen en richtlijnen die door het Instituut worden verstrekt;

2° de verbintenis van de stagemeeester om in de opleiding van de stagiair te voorzien door hem te betrekken bij een voldoende aantal controlewerkzaamheden die hem in staat stellen de vereiste beroepservaring op te doen;

3° de verbintenis van de stagiair om zich met loyautéit aan de stage te wijden en de beroepsbelangen van de stagemeeester tijdens de stage niet te schaden.

§ 2. La convention de stage peut contenir l'engagement pour le stagiaire de ne pas prendre de contacts avec la clientèle du maître de stage sans l'autorisation écrite de ce dernier pendant les trois années qui suivent la fin de la convention de stage.

Art. 18. § 1^{er}. Le stage est accompli dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un contrat de prestation de services indépendants conclu avec le maître de stage ou avec le cabinet de révision dans lequel le maître de stage est actif.

§ 2. La convention de stage est subordonnée au contrat de travail ou au contrat de prestation de services indépendants.

Sauf convention contraire entre parties, le contrat de travail ou le contrat de prestation de services indépendants conclu avant l'admission au stage, se poursuit pendant le stage. Le contrat de travail ou le contrat de prestation de services indépendants est transmis à la Commission du stage en même temps que la convention de stage. En cours de stage, les avenants au contrat sont, dès leur signature, communiqués à la Commission du stage.

Art. 19. § 1^{er}. Le maître de stage s'engage à payer au stagiaire une rémunération qui ne peut être inférieure aux minima fixés par la Commission du stage.

§ 2. Le maître de stage s'engage à prendre en charge les frais afférents aux séminaires de stage et examens dans le cadre du déroulement normal du stage.

CHAPITRE VII. — Déroulement du stage

Art. 20. Le stage commence à la date fixée par la Commission du stage.

Art. 21. Le stage comprend annuellement au moins mille heures de missions révisorales dont la nature est fixée par la Commission du stage.

Art. 22. Lorsque la Commission du stage estime la formation du stagiaire insuffisante ou lorsqu'elle ne dispose pas de suffisamment d'informations pertinentes et appropriées pour apprécier la bonne évolution du stage, elle peut prolonger le stage à plusieurs reprises pour une durée totale n'excédant pas trois ans.

Art. 23. § 1^{er}. La Commission du stage peut admettre au stage et accorder une réduction de la durée du stage aux personnes dont elle constate :

a) qu'elles ont exercé pendant sept ans des activités professionnelles dans le domaine du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés;

b) qu'elles ont acquis une expérience de quinze ans dans les domaines financier, juridique et comptable;

c) qu'elles ont soit la qualité de stagiaire expert-comptable, soit la qualité d'expert-comptable et qu'elles sont titulaires d'un diplôme visé à l'article 12 du présent arrêté;

d) qu'elles ont effectué leur stage en tout ou en partie dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat tiers, sans préjudice du respect de l'article 5 de la loi.

§ 2. Pour l'appréciation de la durée de l'expérience professionnelle de sept et quinze ans visée au premier paragraphe, la Commission du stage tient compte des études sanctionnées par un diplôme reconnu par l'Etat pour des périodes d'instructions théoriques qui ne peuvent être inférieures à un an et qui ne peuvent être déduites des durées de sept et quinze ans précitées pour une durée supérieure à quatre ans.

La période d'expérience professionnelle et de formation pratique ne peut être plus courte que la période d'instruction théorique et de la formation pratique exigée en vertu du présent arrêté.

§ 3. La décision de réduction du stage visée au paragraphe 1^{er} est subordonnée aux conditions suivantes :

a) l'introduction d'un mémoire motivé qui accompagne la demande du candidat;

b) l'audition du candidat par deux membres de la Commission du stage.

Art. 24. § 1^{er}. La Commission du stage décide de la suspension du stage sur demande motivée de l'une des parties à la convention de stage.

§ 2. L'exécution du stage est suspendue lorsque le stagiaire est empêché d'effectuer son stage pour une durée supérieure à un mois. Il en est de même en cas de suspension disciplinaire du maître de stage.

§ 2. De stageovereenkomst mag de verbintenis voor de stagiair bevatten om gedurende drie jaar die volgen op het einde van de stageovereenkomst geen contact op te nemen met de cliëntèle van de stagemeester zonder diens schriftelijke toestemming.

Art. 18. § 1. De stage wordt verricht in het kader van een arbeidsovereenkomst of van een overeenkomst van zelfstandige dienstverlening afgesloten met de stagemeester of met het bedrijfsrevisorenkantoor waarin de stagemeester werkzaam is.

§ 2. De stageovereenkomst is ondergeschikt aan de arbeidsovereenkomst of aan de overeenkomst van zelfstandige dienstverlening.

Behoudens andersluidende overeenkomst tussen de partijen wordt de arbeidsovereenkomst of de overeenkomst van zelfstandige dienstverlening, gesloten vóór de toelating tot de stage, voortgezet tijdens de stage. De arbeidsovereenkomst of de overeenkomst van zelfstandige dienstverlening wordt gelijktijdig met de stageovereenkomst aan de Stagecommissie bezorgd. Tijdens de stage worden de aanhangsels van de overeenkomst, zodra ondertekend, aan de Stagecommissie meegeedeeld.

Art. 19. § 1. De stagemeester verbindt zich ertoe een bezoldiging niet lager dan de minima vastgelegd door de Stagecommissie te betalen.

§ 2. De stagemeester verbindt zich ertoe de kosten die betrekking hebben op de stageseminaries en examens in het kader van het gewone verloop van de stage, voor zijn rekening te nemen.

HOOFDSTUK VII. — Verloop van de stage

Art. 20. De stage vangt aan op de door de Stagecommissie vastgestelde datum.

Art. 21. De stage bedraagt jaarlijks ten minste duizend uren revisorale opdrachten waarvan de aard door de Stagecommissie wordt vastgelegd.

Art. 22. Wanneer de Stagecommissie de opleiding van de stagiair onvoldoende acht of wanneer zij niet beschikt over voldoende relevante en adequate informatie om het goede verloop van de stage te beoordelen, kan zij de duur van de stage meermaals verlengen voor een totale periode van maximaal drie jaar.

Art. 23. § 1. De Stagecommissie kan tot de stage toelaten en een vermindering van de duur van de stage toestaan aan die personen waarvan zij vaststelt dat :

a) zij gedurende zeven jaar beroepsactiviteiten hebben uitgeoefend op het vlak van de wettelijke controle van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen;

b) zij een ervaring van vijftien jaar hebben opgedaan op financieel, juridisch en boekhoudvlak.

c) zij de hoedanigheid hebben van hetzij stagiair accountant, hetzij accountant en dat zij houder zijn van een diploma bedoeld in artikel 12 van dit besluit;

d) zij hun stage gedeeltelijk of volledig volbracht hebben in een Lidstaat van de Europese Unie of in een derde land onder voorbehoud van het naleven van artikel 5 van de wet.

§ 2. Voor de beoordeling van de duur van de beroepswerkzaamheden van zeven en vijftien jaar bedoeld in de eerste paragraaf, houdt de Stagecommissie rekening met studies bekrachtigd door een diploma erkend door de Staat voor een duur van theoretische opleidingen die niet korter mogen zijn dan één jaar en die niet voor meer dan vier jaar in mindering mogen worden gebracht van de voornoemde duur van zeven en vijftien jaar.

De duur van de beroepswerkzaamheden en de praktijkopleiding mag niet korter zijn dan de duur van de theoretische opleiding en van de praktijkopleiding vereist krachtens dit besluit.

§ 3. De beslissing tot vermindering van de stage, bedoeld in de eerste paragraaf, is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

a) de indiening van een gemotiveerd verslag gevoegd bij het verzoek van de kandidaat;

b) het horen van de kandidaat door twee leden van de Stagecommissie.

Art. 24. § 1. De Stagecommissie beslist over de opschorting van de stage op gemotiveerd verzoek van één van de partijen betrokken bij de stageovereenkomst.

§ 2. De uitvoering van de stage wordt geschorst wanneer de stagiair gedurende meer dan een maand verhinderd is om zijn stage te volbrengen. Hetzelfde geldt in geval van tuchtrechtelijke schorsing van de stagemeester.

Sur demande du stagiaire ou du maître de stage, la Commission du stage peut accorder une suspension du stage. La demande de suspension du stage doit être formulée auprès de la Commission du stage selon les conditions qu'elle fixe.

§ 3. La Commission du stage fixe la date de début de la suspension du stage et la durée de la suspension du stage.

§ 4. La suspension ou les suspensions successives du stage ne peuvent dépasser cinq années au total. Si ce délai est dépassé, la Commission du stage décide la radiation du stagiaire.

§ 5. Le stagiaire suspendu n'est plus soumis aux obligations du stage.

Art. 25. Le stagiaire peut, dans les conditions fixées par la Commission du stage, changer de maître de stage.

CHAPITRE VIII. — *Des droits et devoirs du stagiaire et du maître de stage*

Section 1^{re}. — Droits et devoirs du stagiaire

Art. 26. § 1^{er}. Le stagiaire remplit consciencieusement les missions et travaux dont le charge le maître de stage et suit les instructions et directives données par celui-ci.

§ 2. Le stagiaire veille à respecter les exigences posées par la Commission du stage.

Art. 27. Le stagiaire tient, conformément aux instructions fixées par la Commission du stage, un journal de stage qui rend compte des travaux qu'il a effectués ou auxquels il a participé. Le journal de stage est tenu en observant la discrétion nécessaire.

Art. 28. § 1^{er}. Le stagiaire se soumet aux décisions du Conseil et de la Commission du stage. Il respecte les dispositions de déontologie des réviseurs d'entreprises et du règlement d'ordre intérieur de l'Institut.

§ 2. La Commission du stage peut, en raison de circonstances spéciales, accorder des dérogations individuelles aux règles prévues en matière d'incompatibilités par ou en vertu de la loi.

Section 2. — Droits et devoirs du maître de stage

Art. 29. Le maître de stage ne peut former plus de trois stagiaires en même temps. Il est responsable de la bonne exécution des prescriptions en matière de stage.

Le maître de stage qui encourt une sanction disciplinaire de suspension supérieure à un mois ne peut assumer la formation de stagiaires durant la période de suspension.

Art. 30. Le maître de stage, en se conformant aux instructions de la Commission du stage, veille à la bonne formation professionnelle et déontologique du stagiaire. Il confie au stagiaire des travaux entrant dans le cadre de la profession et le guide dans l'exécution de ceux-ci.

Art. 31. Le maître de stage contrôle la tenue à jour du journal de stage et y consigne ses observations.

Le stagiaire et le maître de stage signent le journal de stage après avoir discuté les observations qui y sont consignées par le maître de stage.

CHAPITRE IX. — *De l'examen d'aptitude*

Art. 32. § 1^{er}. L'examen d'aptitude a pour objet de vérifier l'aptitude du stagiaire à exercer la profession de réviseur d'entreprises.

§ 2. La Commission du stage admet à l'examen d'aptitude les stagiaires qui ont satisfait aux obligations du stage.

§ 3. Deux sessions de l'examen d'aptitude sont organisées chaque année par la Commission du stage.

Art. 33. § 1^{er}. L'aptitude du candidat à exercer la profession de réviseur d'entreprises est appréciée par un jury composé d'une ou de plusieurs chambres d'expression néerlandaise, française ou allemande selon la langue nationale choisie par le candidat.

§ 2. Chaque chambre est composée de cinq membres, à savoir :

a) un président, professeur de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de niveau universitaire, chargé de cours dans l'une des matières visées à l'article 13, § 2, n'exerçant pas la profession de réviseur d'entreprises;

Op verzoek van de stagiair of van de stagemester, kan de Stagecommissie de stage opschorten. Het verzoek tot opschorting van de stage dient te worden gericht aan de Stagecommissie overeenkomstig de door haar vastgelegde voorwaarden.

§ 3. De Stagecommissie legt de datum van aanvang van de opschorting van de stage vast, evenals de duur van de opschorting van de stage.

§ 4. De opschorting of de opeenvolgende opschortingen van de stage mogen niet meer dan vijf jaar bedragen. Indien deze termijn overschreden wordt, beveelt de Stagecommissie de schrapping van de stagiair.

§ 5. De stagiair waarvan de stage werd opgeschort, is niet meer onderworpen aan de stageverplichtingen.

Art. 25. De stagiair kan van stagemester veranderen, onder de door de Stagecommissie vastgelegde voorwaarden.

HOOFDSTUK VIII. — *Rechten en plichten van de stagiair en van de stagemester*

Afdeling 1. — Rechten en plichten van de stagiair

Art. 26. § 1. De stagiair volbrengt nauwgezet de opdrachten en het werk waarmee de stagemester hem belast en volgt diens instructies en richtlijnen op.

§ 2. De stagiair zorgt ervoor dat de eisen van de Stagecommissie nageleefd worden.

Art. 27. De stagiair houdt, overeenkomstig de door de Stagecommissie vastgelegde voorschriften, een stagedagboek bij dat een overzicht geeft van de werkzaamheden die hij heeft verricht of waaraan hij heeft deelgenomen. Het stagedagboek wordt bijgehouden met inachtneming van de nodige discretie.

Art. 28. § 1. De stagiair onderwerpt zich aan de beslissingen van de Raad en van de Stagecommissie. Hij leeft de regels inzake plichtenleer van de bedrijfsrevisoren en van het huishoudelijk reglement van het Instituut na.

§ 2. De Stagecommissie kan, omwille van bijzondere omstandigheden, individuele afwijkingen toestaan op de door of krachtens de wet bepaalde regels betreffende de onverenigbaarheden.

Afdeling 2. — Rechten en plichten van de stagemester

Art. 29. De stagemester mag niet meer dan drie stagiairs tegelijk opleiden. Hij staat in voor de goede uitvoering van de te vervullen voorschriften inzake de stage.

De stagemester die een schorsing van meer dan een maand als tuchtstraf opgelegd krijgt, mag tijdens de schorsingsperiode geen stagiairs opleiden.

Art. 30. De stagemester zorgt, overeenkomstig de voorschriften van de Stagecommissie, voor de goede deontologische vorming en beroepsopleiding van de stagiair. Hij vertrouwt de stagiair werk toe dat binnen het kader van het beroep valt en begeleidt hem bij de uitvoering ervan.

Art. 31. De stagemester houdt toezicht op het bijhouden van het stagedagboek en tekent er zijn opmerkingen in aan.

De stagiair en de stagemester ondertekenen het stagedagboek na de opmerkingen, die de stagemester erin heeft opgetekend, te hebben besproken.

HOOFDSTUK IX. — *Het bekwaamheidsexamen*

Art. 32. § 1. Het bekwaamheidsexamen strekt ertoe de bekwaamheid van de stagiair om het beroep van bedrijfsrevisor uit te oefenen, te toetsen.

§ 2. De Stagecommissie laat de stagiairs die voldaan hebben aan de stageverplichtingen, toe tot het bekwaamheidsexamen.

§ 3. Ieder jaar worden twee sessies van het bekwaamheidsexamen ingericht door de Stagecommissie.

Art. 33. § 1. De bekwaamheid van de kandidaat om het beroep van bedrijfsrevisor uit te oefenen wordt beoordeeld door een jury, samengesteld uit één of meerdere Nederlandstalige, Franstalige dan wel Duitstalige kamers al naar gelang de door de kandidaat gekozen landstaal.

§ 2. Elke kamer bestaat uit vijf leden, namelijk :

a) een voorzitter, professor van het universitair onderwijs of van het hoger onderwijs van universitair niveau, die één van de vakken voorzien in artikel 13, § 2 doceert en die het beroep van bedrijfsrevisor niet uitoefent;

b) trois réviseurs d'entreprises ou réviseurs d'entreprises honoraires dont maximum un réviseur d'entreprises honoraire;

c) une personne n'exerçant pas la profession de réviseur d'entreprises choisie en fonction de sa connaissance particulière de la vie économique et sociale.

§ 3. Le président et les membres de chaque chambre sont nommés par le Conseil pour trois ans. Le Conseil désigne également des membres suppléants.

Art. 34. § 1^{er}. L'examen d'aptitude comprend une épreuve écrite et une épreuve orale.

Le contenu de l'épreuve écrite est défini par la Commission du stage.

L'épreuve orale comporte le commentaire de l'épreuve écrite et une interrogation sur la pratique de la profession, les missions, les responsabilités et la déontologie des réviseurs d'entreprises.

§ 2. Le jury appréciera non seulement la capacité technique du candidat, mais aussi sa compréhension des besoins manifestés par les utilisateurs des rapports révisoraux et son aptitude à faire face aux responsabilités d'un réviseur d'entreprises dans la vie sociale.

Art. 35. § 1^{er}. La décision motivée du jury est communiquée à la Commission du stage.

La décision du jury peut recommander à la Commission du stage d'imposer des travaux complémentaires au candidat.

§ 2. Le candidat peut présenter l'examen d'aptitude cinq fois endéans une période de cinq années à dater de la délibération acceptant le stagiaire à l'examen d'aptitude.

CHAPITRE X. — Admission au serment et fin de stage

Art. 36. § 1^{er}. La Commission du stage propose au Conseil d'admettre au serment le stagiaire qui répond aux conditions suivantes :

- 1° avoir réussi l'examen d'aptitude;
- 2° avoir satisfait aux obligations du stage;
- 3° ne pas faire l'objet d'une procédure disciplinaire.

§ 2. Le stage prend fin :

- 1° par la décision du Conseil d'admettre le stagiaire au serment;
- 2° par la démission du stagiaire;
- 3° par la radiation du stagiaire;
- 4° par l'expiration cumulée des délais visés aux articles 3, § 1^{er}, 22 et 35, § 2 du présent arrêté.

CHAPITRE XI. — Reconnaissance des qualifications équivalentes à celle de réviseur d'entreprises à l'étranger

Art. 37. § 1^{er}. Les personnes qui possèdent dans un Etat membre de l'Union européenne une qualité équivalente à celle de réviseur d'entreprises sont dispensées de l'examen d'admission, du stage et de l'examen d'aptitude.

§ 2. Sans préjudice du respect des traités internationaux auxquels la Belgique est partie, le Conseil peut, en cas de réciprocité, dispenser également de l'examen d'admission, du stage et de l'examen d'aptitude les personnes possédant une qualité équivalente dans un pays autre qu'un Etat membre de l'Union européenne.

§ 3. Dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le Conseil organise un examen visant à s'assurer que les candidats dispensés font preuve des connaissances adéquates des lois et réglementations en vigueur en Belgique, dans la mesure où ces connaissances sont utiles pour les contrôles légaux des comptes en Belgique.

CHAPITRE XII. — Dispositions diverses et abrogatoires

Art. 38. § 1^{er}. L'arrêté royal du 13 octobre 1987 relatif au stage des candidats réviseurs d'entreprises est abrogé au 31 août 2007, à l'exception de l'article 15 qui reste d'application jusqu'au 31 décembre 2007.

b) drie bedrijfsrevisoren of erebedrijfsrevisoren, waaronder hoogstens één erebedrijfsrevisor;

c) één persoon die het beroep van bedrijfsrevisor niet uitoefent, gekozen omwille van zijn bijzondere bekendheid met het economisch en sociaal leven.

§ 3. De voorzitter en de leden van elke kamer worden voor drie jaar benoemd door de Raad. De Raad duidt tevens plaatsvervangende leden aan.

Art. 34. § 1. Het bekwaamheidsexamen omvat een mondelinge en een schriftelijke proef.

De inhoud van de schriftelijke proef wordt bepaald door de Stagecommissie.

De mondelinge proef omvat de toelichting van de schriftelijke proef, alsmede een ondervraging over de beroepspraktijk, de opdrachten, de verantwoordelijkheden en de plichtenleer van de bedrijfsrevisor.

§ 2. De jury beoordeelt niet alleen de vakbekwaamheid van de kandidaat, maar ook zijn inzicht in de behoeften van de gebruikers van revisorale verslagen en zijn geschiktheid ten aanzien van de verantwoordelijkheden van een bedrijfsrevisor in het maatschappelijk verkeer.

Art. 35. § 1. De met redenen omklede beslissing van de jury wordt aan de Stagecommissie meegedeeld.

De beslissing van de jury kan een aanbeveling behelzen, gericht aan de Stagecommissie, om de kandidaat bijkomende werkzaamheden op te leggen.

§ 2. De kandidaat kan het bekwaamheidsexamen vijf maal afleggen binnen een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de deliberatie waarbij de stagiair tot het bekwaamheidsexamen wordt toegelaten.

HOOFDSTUK X. — Toelating tot de eed en beëindiging van de stage

Art. 36. § 1. De Stagecommissie stelt aan de Raad voor om de stagiair, die aan de volgende voorwaarden voldoet, tot de eedaflegging toe te laten :

- 1° geslaagd zijn voor het bekwaamheidsexamen;
- 2° voldaan hebben aan de stageverplichtingen;
- 3° niet het voorwerp uitmaken van een tuchtprocedure.

§ 2. De stage eindigt door :

- 1° de beslissing van de Raad om de stagiair toe te laten tot de eedaflegging;
- 2° het ontslag van de stagiair;
- 3° de schrapping van de stagiair;
- 4° het verstrijken van de termijnen bedoeld in de artikelen 3, § 1, 22 en 35, § 2 van dit besluit.

HOOFDSTUK XI. — Erkenning van de bekwaamheden gelijkwaardig met die van bedrijfsrevisor in het buitenland

Art. 37. § 1. De personen die in een Lidstaat van de Europese Unie een hoedanigheid bezitten die gelijkwaardig is met die van bedrijfsrevisor, zijn vrijgesteld van het toelatingsexamen, de stage en het bekwaamheidsexamen.

§ 2. Onverminderd de naleving van internationale verdragen waarbij België partij is, kan de Raad, in geval van wederkerigheid, personen die in een andere dan een Lidstaat van de Europese Unie een gelijkwaardige hoedanigheid bezitten, eveneens van het toelatingsexamen, de stage en het bekwaamheidsexamen vrijstellen.

§ 3. In de gevallen bedoeld in de eerste en tweede paragraaf van onderhavig artikel organiseert de Raad een examen met de bedoeling zich ervan te vergewissen dat de vrijgestelde kandidaten blijken te geven van een adequate kennis van de in België van kracht zijnde wetten en reglementeringen, voorzover deze voor de wettelijke controles van jaarrekeningen in België relevant zijn.

HOOFDSTUK XII. — Diverse en opheffingsbepalingen

Art. 38. § 1. Het koninklijk besluit van 13 oktober 1987 betreffende de stage van de kandidaat-bedrijfsrevisoren wordt op 31 augustus 2007 opgeheven, met uitzondering van artikel 15 dat van toepassing blijft tot 31 december 2007.

§ 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 août 2007, à l'exception des articles 11 et 13, § 2, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 39. Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

§ 2. Onderhavig besluit treedt in werking op 31 augustus 2007, met uitzondering van de artikelen 11 en 13, § 2, die in werking treden op 1 januari 2008.

Art. 39. Onze Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 2167

[C — 2007/11265]

**30 AVRIL 2007. — Arrêté royal
relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises
et au registre public**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, a pour objet d'adapter les dispositions relatives à l'agrément des réviseurs d'entreprises et à la liste des membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises dans le cadre de la transposition des dispositions de la Directive européenne 2006/43/CE, approuvée le 17 mai 2006 par le Parlement européen et le Conseil, concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil, publiée au Journal Officiel de l'Union européenne du 9 juin 2006 (ci-après « la Directive »).

Etant donné le grand nombre d'amendements proposés, la préférence a été accordée à un nouvel arrêté royal plutôt qu'à la modification du texte existant.

Le texte se subdivise en cinq chapitres qui sont abordés successivement ci-après.

CHAPITRE 1^{er}. — Champ d'application et définitions

Le premier chapitre (article 1^{er}) décrit le champ d'application, à savoir les réviseurs d'entreprises et les stagiaires, ainsi que les définitions utilisées pour l'application de l'arrêté.

Comme dans la Directive, le présent arrêté opère également l'importante distinction entre les personnes physiques et morales ou entités suivantes, quelle que soit leur forme juridique :

- d'une part, les professionnels qui sont agréés par l'autorité compétente d'un pays non-membre de l'Union européenne pour y effectuer des contrôles légaux et qui sont respectivement dénommés « contrôleurs de pays tiers » et « entités d'audit de pays tiers »; et

- d'autre part, les professionnels qui sont agréés et enregistrés par l'autorité compétente d'un Etat membre de l'Union européenne pour y effectuer des contrôles légaux et qui sont respectivement dénommés « contrôleurs légaux des comptes » et « cabinets d'audit ».

Ensuite, il a été choisi de dénommer respectivement les contrôleurs légaux des comptes et les cabinets d'audit qui, en Belgique, sont inscrits dans le registre public tenu par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, « réviseurs d'entreprises personnes physiques » et « cabinets de révision », alors que l'expression « réviseurs d'entreprises » vise l'ensemble de ces deux catégories de membres.

Conformément à l'article 3 de la Directive, les professionnels qui sont agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne et y sont enregistrés peuvent également se faire inscrire en Belgique, sous certaines conditions, afin d'y effectuer des contrôles légaux de comptes.

Les professionnels européens qui ne sont pas inscrits dans le registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises sont désignés dans le présent arrêté par « contrôleurs légaux des comptes » (pour les personnes physiques) et « cabinets d'audit » (pour les personnes morales ou entités, quelle que soit leur forme juridique).

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 2167

[C — 2007/11265]

**30 APRIL 2007. — Koninklijk besluit
betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren
en het openbaar register**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit waarvan wij de eer hebben het Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen heeft tot doel om bepalingen inzake de erkenning van bedrijfsrevisoren en de ledenlijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren aan te passen in het kader van de omzetting van de bepalingen van de Europese Richtlijn 2006/43/EG, goedgekeurd door het Europees Parlement en de Raad op 17 mei 2006, betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad, die werd bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie van 9 juni 2006 (hierna « de Richtlijn »).

Gezien het groot aantal voorgestelde wijzigingen werd een nieuw koninklijk besluit verkozen boven een aanpassing van de bestaande tekst.

De tekst is ingedeeld in vijf hoofdstukken die hierna achtereenvolgens worden besproken.

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

Het eerste hoofdstuk (artikel 1) omschrijft het toepassingsgebied, met name de bedrijfsrevisoren en stagiairs alsook de voor de toepassing van het besluit gehanteerde definities.

Zoals dit in de Richtlijn het geval is, wordt ook in dit besluit het belangrijk onderscheid gemaakt tussen de hiernavolgende natuurlijke personen en rechtspersonen of entiteiten met om het even welke rechtsvorm:

- enerzijds, de beroepsbeoefenaars die in een land buiten de Europese Unie door een bevoegde autoriteit zijn toegelaten om daar wettelijke controles uit te voeren, die respectievelijk aangeduid worden als « auditors van derde landen » en « auditororganisaties van derde landen »; en

- anderzijds, de beroepsbeoefenaars die in een lidstaat van de Europese Unie door een bevoegde autoriteit zijn toegelaten en ingeschreven om daar wettelijke controles uit te voeren, die respectievelijk aangeduid worden als « wettelijke auditors » en « auditkantoren ».

Verder wordt er voor gekozen om de in België door het Instituut van de Bedrijfsrevisoren in het publiek register ingeschreven wettelijke auditors en auditkantoren, respectievelijk aan te duiden als « de bedrijfsrevisoren natuurlijke personen » en de « bedrijfsrevisorenkantoren », terwijl beiden gezamenlijk worden aangeduid als zijnde « de bedrijfsrevisoren ».

Beroepsbeoefenaars die in een andere Lidstaat van de Europese Unie zijn toegelaten en aldaar ingeschreven, kunnen zich overeenkomstig artikel 3 van de Richtlijn ook in België, onder bepaalde voorwaarden, laten inschrijven om in België wettelijke controles van jaarrekeningen uit te voeren.

Europese beroepsbeoefenaars die niet zijn ingeschreven in het openbaar register van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren worden in dit besluit respectievelijk aangeduid als « wettelijke auditors » (voor natuurlijke personen) en « auditkantoren » (voor rechtspersonen of entiteiten met om het even welke rechtsvorm).